

Colibri sur lit de prophéties
Recette pour changer le monde



CONFÉRENCE
GESTICULÉE

"De la Jamaïque à la Bretagne en passant par le Pérou et l'Essonne,
j'ai cherché la Voie, j'ai rencontré des Guides, et je me suis fait Prophète."

RÉCIT INITIATIQUE D'UN UTOPISTE DANS SA QUÊTE POUR CHANGER LE MONDE,
REVISITÉE AVEC HUMOUR ET LUCIDITÉ.

Conférence gesticulée d'Alec Somoza

L'éducation populaire,
est par et pour vous,
et c'est partout,



La promotion de l'éducation populaire



Caravanseraïl (Villeurbanne)

ÉDITORIAL

À la recherche de l'éducation populaire

La famille, l'école et la télévision (puis l'ordinateur, l'iPhone, ...). Dans notre société, les enfants et les "jeunes" seraient pris en charge alternativement par l'une ou l'autre de ces trois sources d'influence majeures. Cette vision n'est-elle pas un peu réductrice ?

Mais au fait, de quoi auraient-ils besoin d'autre ?

D'espaces intermédiaires où apprendre à coopérer, à affûter leur esprit critique, à se révolter ? Mais ces savoirs et ces savoir-être ne peuvent pas venir d'en-haut, des classes dominantes. Ils ne peuvent s'élaborer qu'en dehors des institutions, dans des lieux de contre-pouvoir.

C'est peut-être dans cet espace "autre" que nous pouvons partir à la recherche de l'éducation populaire. Non pas pour trouver une impossible définition, car l'enjeu n'est pas identitaire. Mais pour explorer des espaces sociaux que nous n'avons plus l'habitude de regarder avec attention. Nous oublions vite qu'il y a deux générations, les jeunes étaient massivement pris en charge dans leur formation sociale, politique, artistique, spirituelle, scientifique, par une multitude de mouvements animés par des militant-e-s, passionnés par un projet de société qu'ils cherchaient à transmettre. Des Jeunesses musicales aux Maisons des Jeunes et de la Culture, des Scouts aux Francas, des Jeunesses ouvrières chrétiennes (JOC) aux Jeunesses communistes, nombreux étaient les espaces sociaux intermédiaires se donnant pour vocation d'accompagner les jeunes dans un parcours d'émancipation ou de citoyenneté. A côté des Eglises et du parti communiste qui composaient le gros du peloton, de nombreux autres mouvements existaient.

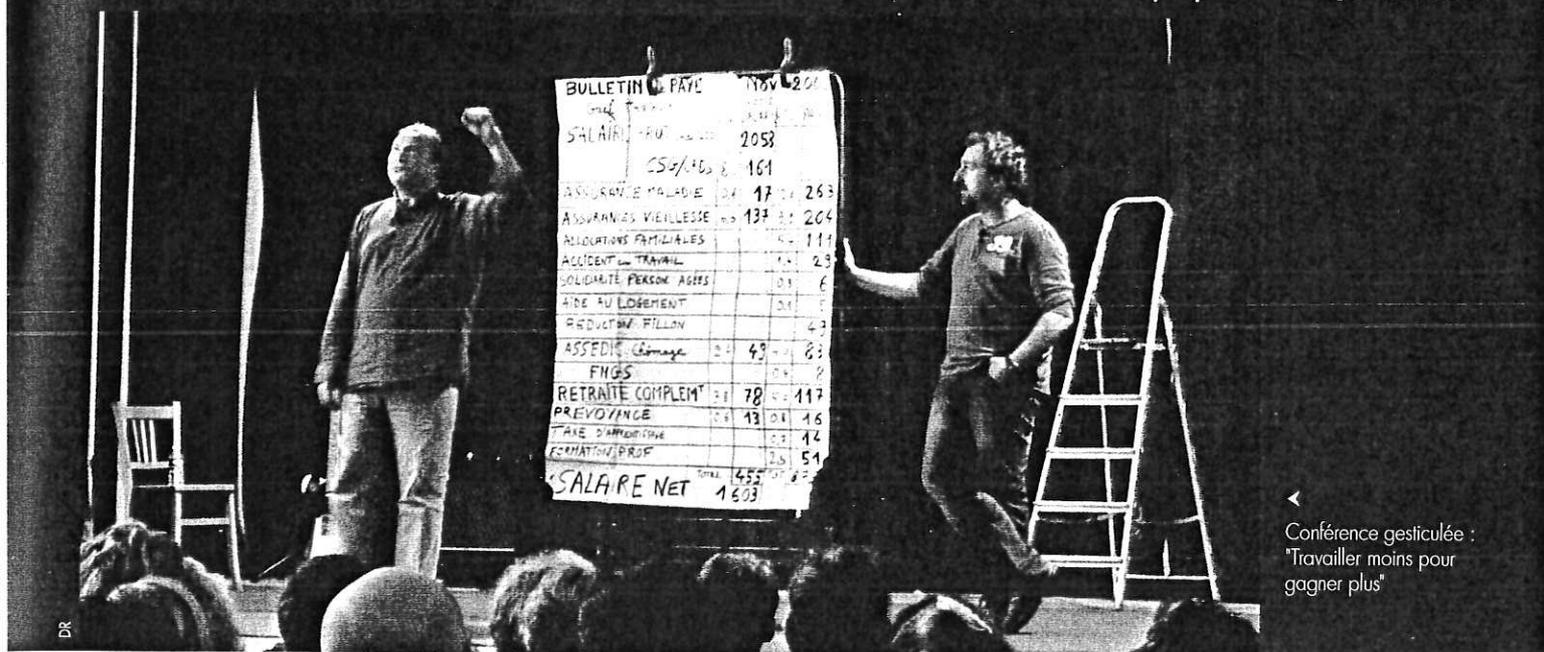
Les temps ont changé. L'éducation populaire a traversé un creux de la vague à partir des années 1980-1990, du fait de la chute de l'influence des idéologies de gauche et du développement marchand des loisirs individuels. Mais parallèlement, de nouvelles formes d'interventions sont nées.

Des "conférences gesticulées", mises à l'honneur notamment par la SCOP Le Pavé (1), aux camps de vacances "alternatifs" qui éveillent les jeunes à l'autonomie et à l'écologie. L'écologie qui, justement, a aussi fait son entrée dans la ronde.

C'est à cette ronde que nous avons voulu participer l'espace d'un dossier pour sentir quelles sont les énergies qui la traversent aujourd'hui. Quel que soit le nom qu'elle se donne.

Monique Douillet et Guillaume Gamblin

(1) L'autodissolution de la SCOP Le Pavé en décembre 2014 a donné naissance à deux nouvelles structures d'éducation populaire : La Trouvaille et le Contrepied.



Conférence gesticulée : "Travailler moins pour gagner plus"

"Outiller les désirs de démocratie"

Un véritable essaimage d'expériences indépendantes d'éducation populaire, sous forme de SCOP (1) ou d'associations 1901, ont fait leur apparition au cours des quinze dernières années. L'exemple du Contrepied, en Bretagne, est significative de cette nouvelle génération.

LE CONTREPIED EST UNE SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE de cinq salariés, installée au nord de Rennes, qui "vend du temps de cerveau disponible pour la transformation sociale", expliquent avec ironie ses animateurs.

DÉSINTOXIQUER DE LA LANGUE DE BOIS

Ses interventions visent, selon les situations, à outiller les désirs de démocratie interne d'une association ou d'un collectif militant (connaissez-vous par exemple les élections sans candidat ?), à partir dans la rue pour y faire naître des débats de société avec les Porteurs de parole, à se désintoxiquer de la langue de bois...

Au-delà de la transmission d'outils, œuvrer à la transformation sociale constitue le cœur de l'éducation populaire politique dont ses membres se revendiquent.

Le Contrepied développe ses actions également vers le mouvement syndical, pour y partager ses savoirs-faire sur l'animation des réunions notamment, et les coopératives, pour y partager l'expérience autogestionnaire acquise au long de l'expérience de la coopérative Le Pavé, dont proviennent quatre des cinq salariés actuels.

DES QUESTIONS

Quand on est bénévole ou salarié d'une structure qui se revendique de l'éducation populaire, vient tôt ou tard le moment du "Pourquoi ?" : pourquoi la

structure court-elle après l'argent, pourquoi on ne s'adresse que peu ou pas aux classes populaires, pourquoi on enchaîne les "projets" ? Le Contrepied utilise ces questionnements pour travailler les contradictions qui animent la plupart des professionnels ou militants, sans se mettre d'ailleurs au-dessus de la mêlée : dans une SCOP, on est à la fois salarié et employeur... pas facile à gérer !

Si l'équipe partage des valeurs et pratiques libertaires, des influences diverses viennent s'y greffer : décroissantes, féministes, syndicales ou non-violentes par exemple. Le Contrepied est attaché à son indépendance financière.

NE PAS ÊTRE BINAIRES

Pour autant, si les grilles idéologiques, féministes, écologistes ou syndicales ont le mérite d'aider à désigner l'ennemi, elles ont souvent le défaut de réduire le réel à deux camps, celui du bien et celui du mal.

Il faut donc prendre tout à la fois le contrepied de la pensée militante trop souvent binaire, avec ses méchants capitalistes et ses gentils révoltés, et de la pensée dominante cultivant l'impuissance : "A quoi bon chercher à changer quoi que ce soit ?"

Refonder une éducation populaire capable de réconcilier pensée complexe et pouvoir d'agir, c'est le pari de cette petite coopérative bretonne.

Le Contrepied

Le Contrepied organise des stages de formation : "De la colère à l'action collective", "Suscitez la participation", "Éducation populaire et transformation sociale"... des interventions "sur site" et des conférences gesticulées : Le plein d'énergie, Water-caussettes, Travailler moins pour gagner plus, Les incultes, une autre histoire de l'engagement, Famille, je vous aime. Elle diffuse également des publications sous forme de DVD et de cahiers thématiques.

Le Contrepied coopère avec cinq autres structures d'éducation populaire : L'Orage (à Grenoble, www.scoplorage.org), l'Engrenage (à Tours, <http://lengrenage.blogspot.com>), la Coopérative du Vent debout (à Toulouse, www.ventdebout.org), la Trouvaille (à Rennes, <http://la-trouvaille.org>).

■ Le Contrepied, 10, Basse Rue, 35250 Saint-Germain-sur-Ille, tél : 09 64 04 95 42, www.lecontrepied.org, contact@lecontrepied.org.

(1) Sociétés coopératives de production



Parce que nous pensons que nos enfants deviennent
autonomes
en apprenant à faire des choses.
Que les centres de loisirs, les Mjc, les colos,
les chantiers, les mini-camps, le volontariat,
les associations de jeunes
font partie des trop rares espaces
où ils peuvent apprendre en faisant,
découvrir en s'amusant
prendre des initiatives, décider de ce
qu'ils ont envie (ou pas) de faire.
Que l'éducation est l'affaire de
tous
et qu'à côté des familles et de l'école,
des milliers de jeunes et moins jeunes,
tous expérimentés, sont là pour
les accompagner chaque jour dans leur
construction.
Alors, nous proclamons

www.iloveeducpop.fr

[Conférence gesticulée]

Le clito un petit nom qui en dit long

Plaisir et Politique au pays
de la sexualité féminine



Qu'est-ce que
l'égalité ?

questions@clito.org
www.clito.org

1790-1990 : les trois vies de l'éducation populaire

Issus de la philosophie des Lumières et de la Révolution française, trois grands courants de pensée : laïque, religieux et révolutionnaire, revendiquent d'avoir été à l'origine du mouvement de l'éducation populaire. Comment s'est développée cette dynamique jusqu'à aujourd'hui ?

CURIEUSEMENT, UN DES PIONNIERS DU courant laïque a été l'abbé Henri Grégoire, sacré bonhomme révolutionnaire qui, en 1794, ouvre le Conservatoire national des arts et métiers à Paris (1) et en installe des antennes dans d'autres villes françaises. Leur vocation : promouvoir, à partir des travailleurs du peuple, un corps d'ingénieurs ou de cadres pour développer l'industrie et stimuler la création.

En 1866, la Ligue de l'enseignement, créée par Jean Macé, journaliste et fils d'ouvrier, défend l'école gratuite, obligatoire et laïque et développe des œuvres post- et périscolaires. Les amicales d'anciens élèves, mutuelles, coopératives se répandent sur le territoire. Parmi elles, 124 universités populaires à l'attention d'un public qui n'a pu bénéficier de l'instruction publique. Le succès de ces initiatives inspire au gouvernement la loi de 1901 sur les associations.

**"CE QUI MANQUE À L'OUVRIER,
C'EST LA SCIENCE DE SON MALHEUR."**
(FERNAND PELLOUTIER)

Les grands principes de l'éducation populaire seront énoncés par la Commune de Paris (1871). Ils reposent sur la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme et la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Les communards revendiquent l'instauration d'un ministère du Travail,

la suppression du travail de nuit, le moratoire sur les loyers, l'enseignement laïque et gratuit, l'apprentissage assuré par les travailleurs, la cantine et les fournitures scolaires gratuites.

Sous la Troisième République (1870-1914), on voit naître le droit de grève, le droit syndical, l'école publique laïque et obligatoire, les premières bourses du travail. Et comme il faut "instruire pour révolter", les ouvriers réclament des bibliothèques dans les entreprises et des cours du soir sur l'économie, la philosophie et l'histoire (2).

**"INSTALLER UNE ÉLITE INTELLECTUELLE
ET SOCIALE DANS LA CLASSE OUVRIÈRE."**
(MARC SANGNIER)

En 1894, Marc Sangnier, intellectuel catholique fervent mais sans pantoufles cléricales, qui se dit "républicain d'extrême-gauche", crée *Le Sillon* et prône un christianisme démocratique et social. Ses instituts populaires essaient sur le territoire (3). Trop à gauche et trop social, il sera condamné par le pape en 1910.

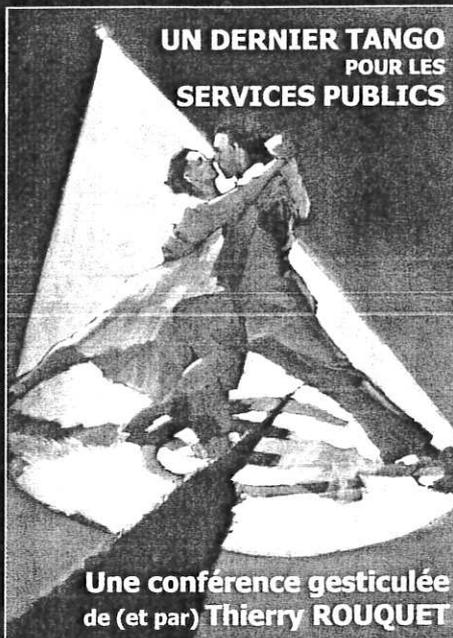
Quand on parle du goupillon, le sabre n'est pas loin ; il ne faut pas oublier que l'armée, associée à l'Église, a toujours eu une place de choix dans la formation des jeunes gens. Ses méthodes pédagogiques ont inspiré Baden Powell, qui lance en Angleterre un mouvement

1) Dans le prieuré de Saint-Martin-des-Champs fraîchement nationalisé)

2) En sus de leurs formations au sein de l'entreprise, destinées à augmenter leur productivité.

3) Le congrès national de 1905 rassemble près de mille cercles venus de la France entière.

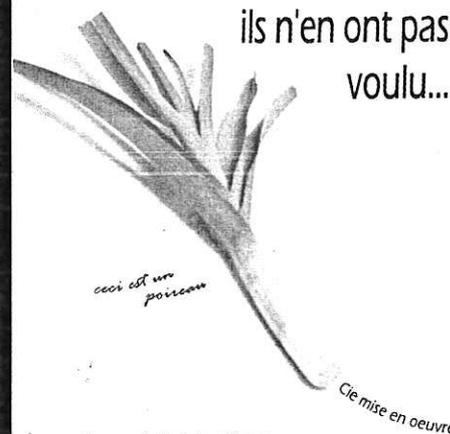
**L'éducation populaire,
c'est par et pour vous,
et c'est partout,**



**UN DERNIER TANGO
POUR LES
SERVICES PUBLICS**

**Une conférence gesticulée
de (et par) Thierry ROUQUET**

**L'Éducation populaire,
Monsieur,
ils n'en ont pas
voulu...**



une conférence gesticulée de Franck Lepage
mise en scène d'Alan Boone et Gilles Guérin
avec Gilles Guérin

novateur par sa pédagogie: le scoutisme se répandra dans le monde.

La guerre de 1914-1918 donne un coup d'arrêt à ces élans, mais les initiatives reprennent assez vite après.

AU MILIEU DU 20^E SIÈCLE, LE BOUM DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

De 1920 à 1959, stimulée par le gouvernement du Front populaire puis par celui de la Libération, l'éducation populaire se développe.

La Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), née en 1925, connaît un essor fulgurant. Les jocistes s'engagent partout où vivent de jeunes travailleurs. Marc Sangnier évolue vers les courants libertaires, se consacre à la cause pacifiste et crée la première auberge de jeunesse en 1929.

Les mouvements libertaires sont omniprésents dans les auberges de jeunesse, dans le théâtre d'intervention et sur le terrain des nouvelles pédagogies, type Freinet.

Le Théâtre national populaire s'installe au Trocadéro, à Paris. Les premiers ciné-clubs apparaissent, promus par Louis Delluc.

1936 : "RIEN N'EST TROP BEAU POUR L'OUVRIER."

A la faveur du Front populaire, on ouvre des musées, on développe des cours et conférences radiophoniques, le palais de la Découverte montre la science en train de se faire, l'Etat encourage le sport et les activités en plein air. "Nous voulons que l'ouvrier, le paysan et le chômeur trouvent dans le loisir la joie de vivre et le sens de leur dignité." (Léo Lagrange) En 1937 naissent les Centres d'entraînement aux méthodes actives (CEMEA), d'inspiration laïque et libertaire, qui encadrent les loisirs et vacances des enfants.

1945 : "RENDRE LA CULTURE AU PEUPLE ET LE PEUPLE À LA CULTURE."

Né pendant la Résistance, le grand projet pédagogique de Jorge Dumazedier (sociologue) et Bénigno Cacérès, ouvrier, se nommera "Peuple et Culture". A ses côtés apparaissent les Maisons des jeunes et de la culture (MJC), puis les Francas, la Fédération du théâtre amateur, les Jeunesses musicales de France, les foyers Léo-Lagrange et les foyers ruraux. La loi du 16 mai 1946 permet aux comités d'entreprise de financer des œuvres sociales, culturelles et de loisirs. "Tourisme et Travail" et "Travail et Culture", proches de la CGT, joueront un rôle actif (4). Les politiques de jeunesse vont se multiplier sous le sigle JEP (Jeunesse et éducation populaire).

CULTURE CULTIVÉE ET CULTURE POUR LE PEUPLE

Mais, dès 1959, le fossé se creuse entre la "culture cultivée", gérée par André Malraux, alors ministre de la Culture, et la "culture pour le peuple", placée sous la tutelle du ministère de la Jeunesse et des Sports.

A partir des années 60, on assiste à des glissements progressifs: après l'Etat, les communes puis les départements commencent à utiliser l'éducation populaire à des fins de régulation sociale et d'insertion. En 1964 naît la Fédération nationale des centres culturels communaux, qui a pour objectif de financer et chapeauter les associations et les activités culturelles en les plaçant sous le contrôle des municipalités. Conjointement, le Parti communiste lance une campagne nationale pour que l'on consacre à la culture 1 % de tous les budgets publics. De son côté, l'Etat crée le premier diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire (DECEP) (5).

(4) Jean Guéhenno sera chargé de la direction de l'Éducation populaire au sein du gouvernement du général de Gaulle.

(5) Sous l'égide du ministère de la Jeunesse et des Sports. Il incite aussi les mouvements d'éducation populaire à professionnaliser leurs cadres et à former des animateurs.

► Conférence gesticulée de Geneviève Voisin "faim dans le monde"



Albert Brako

DE L'ÉDUCATION POPULAIRE À L'ANIMATION SOCIOCULTURELLE : TERRITORIALISATION DES EMPLOIS

A partir de 1971, la manne des crédits pour la formation professionnelle continue (loi Delors), habilement utilisée par le gouvernement, réoriente progressivement les mouvements d'éducation populaire selon les vues de celui-ci. Les subventions sont remplacées par de généreuses conventions attribuées pour la formation d'un corps d'animateurs socio-éducatifs et culturels professionnels au service des collectivités territoriales. La consigne est de former des animateurs de loisirs, jeunesse, enfance, culture... (6)

Quel est le public visé ? Officiellement, tout le monde. On ne distingue plus les classes sociales. On considère la zone géographique d'influence. Sauf que... les zones géographiques correspondent, plus qu'avant, à des catégories sociales bien spécifiques, avec la construction de grands ensembles d'un côté et, de l'autre, les centres-villes qui s'embourgeoisent.

Les nouveaux animateurs socio-éducatifs, socioculturels et sociaux tout court sont surtout appelés dans les zones à urbaniser en priorité (ZUP) et les quartiers construits pour les salariés d'entreprises nouvellement implantées. Leurs habitants transplantés n'ont ni famille ni relations là où ils vivent, d'où la nécessité de créer du lien, des lieux de rencontre et des services. Dans ces nouveaux espaces de vie se croisent rapatriés d'Algérie, harkis, Portugais, Maghrébins, puis Africains immigrés et salariés en général, de plus en plus fréquemment déplacés au gré des entreprises. A cela s'ajoutent les effets de l'exode rural et du baby-boom.

Les classes moyennes (employés, ouvriers qualifiés, techniciens, cadres intermédiaires) sont demandeuses d'activités culturelles, physiques et artistiques. Dans les zones plus défavorisées,

les centres sociaux mettent en place des cours d'alphabétisation, de français, de cuisine et de couture. L'information sur la contraception pour les femmes circule dans les centres de protection maternelle et infantile (PMI) grâce au *Planning Familial*.

EN 1980, LE MAILLAGE EST PRESQUE PARFAIT...

Mais quand montent le chômage de masse et ses effets pernicieux, particulièrement sur les jeunes, que les violences se multiplient, que le racisme se réveille, il n'y a plus d'avocat pour représenter les victimes. Les institutions d'éducation populaire, occupées par des activités de formation et de loisirs, sont coupées des désordres de la rue. Pendant ce temps, l'influence idéologique du clergé, des syndicats, du Parti communiste — qui ont cimenté, d'une certaine façon la paix sociale — décline, laissant place à un monde désenchanté. Le fossé se creuse entre classes moyennes et populaires.

Sur le terreau de ce désarroi, les mouvements nés dans la foulée de 1968 : écologistes, non-violents, libertaires, autogestionnaires, expérimentateurs d'agriculture biologique, de pédagogies nouvelles, féministes... restés marginaux pendant les années 70, prennent de l'ampleur et commencent à se faire entendre. Ceux-ci sont plutôt issus des classes moyennes intellectuelles. En parallèle, une "culture populaire" venue d'ailleurs se développe dans les cités : break dance, hip-hop, rap et slam, graffitis et fresques murales à la bombe. La plupart de ces jeunes n'ont jamais entendu parler d'éducation populaire.

La suite ? Les autres articles de ce dossier offrent un aperçu de la dynamique de l'éducation populaire aujourd'hui.

(6) Les nouveaux diplômes, CAPASE puis DEFA, étendent la fonction d'animation au domaine social (centres sociaux, foyers de jeunes travailleurs).



◀ Le Caravansérail
Café à Villeurbanne
(métropole de Lyon)

Rencontre avec quelques acteurs de l'éducation populaire

Pour en savoir davantage sur les dynamiques actuelles, Silence est allé à la rencontre de plusieurs acteurs de l'éducation populaire. Le Caravansérail Café, situé à Villeurbanne, et les branches lyonnaises du Planning Familial, des MJC et du Crefad, lèvent le voile sur quelques questionnements qui les animent.

LE CARAVANSÉRAIL CAFÉ, À VILLEURBANNE, nous ouvre d'abord ses portes. Le lieu est clair, décoré simplement, mais avec goût (ce qui suffit à le différencier des locaux anonymes des collectivités locales), et donne sur un espace vert de belle taille. Son aisance surprend dans le cadre du centre commercial La Perralière, situé au milieu d'habitations à loyer modéré (1). Comme les caravansérails d'autrefois, ce lieu dit "café-pont" mêle les dégustations artistiques et alimentaires (plat du jour bio et végétarien). Je remarque qu'on y parle plusieurs langues, qu'on y porte — ou non — un voile, un boubou ou toute autre tenue vestimentaire en relation avec un courant de pensée ou de religion, dans le respect du libre-arbitre de chacun.

UN POINT DE RENCONTRE POUR LES HABITANTS DU QUARTIER

Nathalie, l'une des fondatrices du lieu, me dit que l'objectif est de faire de ce local un point de rencontre pour les habitants du quartier. Il y a par exemple un espace destiné aux enfants, avec des jeux éducatifs et des livres, mais ce n'est pas une halte-garderie où l'on pourrait poser les petits pendant le temps des courses ! C'est plutôt un lieu où parents et enfants viendront

partager un moment enrichissant en se frottant à d'autres modèles familiaux.

Les valeurs prônées par le lieu sont l'*empowerment* (anglicisme pour désigner le fait de se réapproprier du pouvoir), l'éthique, le respect et la bienveillance.

À l'origine se trouve une association, Education en héritage, qui croit à la force de l'intelligence collective et se définit comme une organisation apprenante.

L'esprit du projet : le Caravansérail Café est associatif et répond aux exigences de l'économie sociale et solidaire, grâce à un fonctionnement collaboratif et participatif : une valorisation du travail bénévole et la mise en place d'échanges non monétaires ; la promotion d'une éducation éthique et respectueuse du sujet ; la valorisation d'une autre consommation.

L'information sur les événements organisés (conférences, expositions, débats...) est diffusée de cercle en cercle sur le réseau des partenaires, parmi lesquels on compte les Colibris, les rencontres Dialogues en humanité (2), les AMAP, etc.

Comment et de quoi vit ce type de structure ? "L'équilibre financier du Caravansérail Café est précaire, explique Karima Mondon, présidente d'Education en héritage. L'association trouve son équilibre dans la détermination, l'envie et l'énergie de ses fondateurs et bénévoles."

(1) A une station de métro des gratte-ciel de Villeurbanne, dans la métropole de Lyon.

(2) Temps d'échanges organisés autour de la parole ouverte et bienveillante et des enjeux humanistes, chaque année à Lyon. <http://dialoguesenhumanite.org>



Sortie avec le Caravansérail Café

■ Caravansérail Café, 50, rue du 4-Août-1789, 69100 Villeurbanne, tél : 09 52 46 45 38, <http://caravanserail-cafe.com>

■ MJC Vieux-Lyon, 5, place Saint-Jean, 69005 Lyon, tél : 04 78 42 48 71, www.mjcduvieuxlyon.com

■ Planning familial du Rhône, 2, rue Lakanal, 69100 Villeurbanne, tél : 04 37 47 21 31

■ Crefad Lyon, 46, rue de Cuire, 69004 Lyon, www.crefadlyon.org

MJC : LES ACTIVITÉS DE LOISIR NE SUFFISENT PAS À FAIRE UN PROJET D'ÉDUCATION POPULAIRE

Détour par le centre de Lyon où Eve Deneuche, de la MJC du Vieux-Lyon, exprime ses questions. Sa structure "offre aujourd'hui une large palette d'activités de loisirs et de pratiques amateurs, accueille les enfants pendant les vacances et sur les temps périscolaires, dispose d'un bar associatif, offre une programmation de concerts, de spectacles, d'expositions et de débats citoyens, met en place des animations familiales et s'attache à faire vivre le quartier en proposant des événements festifs et conviviaux. Mais tout cela ne suffit pas à faire un projet d'éducation populaire en soi", ajoute-t-elle. "Dans une MJC, c'est l'engagement global au sein de la maison qui est sollicité. Le

projet d'éducation populaire devient alors tel, par sa mise en œuvre elle-même : par exemple, les animateurs d'activités ne sont pas de simples enseignants d'une technique. Ils participent à la vie de la maison, partagent son éthique, sensibilisent les adhérents à une démarche collective. Les adhérents ne sont pas des clients : ils sont régulièrement invités à s'exprimer, à prendre leur part de responsabilité au sein du groupe, à confronter leurs points de vue et à transmettre leurs suggestions. Cette pratique vise à ce qu'ils accèdent à leur propre épanouissement et acquièrent une meilleure compréhension du monde qui les entoure. Le conseil d'administration, composé d'adhérents, citoyens actifs, se mobilise et s'engage afin de proposer les orientations culturelles et pédagogiques les mieux adaptées à la demande collective et la plus cohérentes pour une société en perpétuelle évolution. Chacun, animateur, adhérent, bénévole, est convié aux commissions, espaces de réflexion et force de proposition citoyenne."

Le secteur Jeunesse et éducation populaire en chiffres, c'est :

- plus de 430 000 associations d'éducation populaire (soit 49 % des associations françaises)
- 6 millions de bénévoles
- un budget cumulé de l'ordre de 18 milliards d'euros, soit 1,4 % du PIB
- autour de 680 000 emplois (environ 330 000 équivalents temps plein).

Plus de 70 mouvements nationaux de jeunesse et d'éducation populaire sont représentés auprès des pouvoirs publics par le Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP).

Ce dossier est donc loin de faire le tour des acteurs et des expériences, ne

serait-ce qu'en France ! Silence a déjà largement donné la parole à des éducateurs des secteurs loisirs et vacances de l'enfance et de la jeunesse — spécialement à travers les alternatives en région —, et nous n'avons donc pas proposé de nouveaux témoignages dans ces domaines. Idem pour les activités artistiques engagées qui s'en réclament, dans la mesure où nous avons déjà interrogé le responsable de la compagnie de théâtre "Brut de béton" au sujet du spectacle La Prière de Tchernobyl, la Compagnie des 4, qui participe à la lutte pour l'égalité des femmes, les cafés "Lecture et écriture" et les Réseaux d'échanges et de savoirs. M. D.

PLANNING FAMILIAL : METTRE À MAL LA HIÉRARCHIE DES SAVOIRS ET DES PLACES

Comme l'ensemble des antennes du Planning familial, le planning du Rhône met en place des activités d'information, d'écoute, de soins et de formation, ainsi que des actions militantes, en lien avec la sexualité et la vie affective. Au sein de son équipe, les questions affluent sur ce qu'est leur mission d'éducation populaire. "Nous n'avons pas de définition construite et stable de l'éducation populaire. C'est quoi, l'éducation populaire ? Un mouvement, une idée, une méthode ? Tant de courants, de définitions se succèdent... Ce que nous avons, plus certainement, ce sont des pratiques empreintes d'une forme d'éducation populaire, au sens où elles interrogent la répartition et la hiérarchisation des savoirs et des positions", expliquent les membres de l'équipe.



Action du CREFAD Lyon : les gens répondent à la question : "Est-ce que j'ai déjà fait du bon travail ?"

"Nous travaillons avec un ensemble de savoirs, socialement hiérarchisés : en général, on accorde plus de valeur et de légitimité aux savoirs médicaux sur le corps, qu'aux savoirs que les femmes construisent au fil de leur expérience. En donnant une place réelle aux savoirs considérés habituellement comme profanes et en donnant accès à d'autres formes de savoirs, nous pensons contribuer, à notre mesure, à renforcer la confiance en soi de chacun-e, et sa capacité réelle à vivre sa vie affective et sexuelle en faisant ses propres choix (contraceptifs, amoureux, de santé...). Nos tentatives de déhiérarchiser les savoirs se traduisent également dans notre organisation interne : la cogestion mise en place (CA – salariées) s'appuie sur l'idée que tous les points de vue ont la même légitimité et importance dans les discussions stratégiques. Le transfert régulier de savoirs et de compétences entre toutes permet de faciliter la participation réelle de chacune aux prises de décisions." (3)

AU CREFAD, DES "ATELIERS RENVERSAIENTS"

Le Crefad Lyon, association issue du réseau Peuple et Culture, cherche à questionner et renouveler son approche de l'éducation populaire. Situé dans les locaux d'un collectif artisans-artistes, sur la Croix-Rousse à Lyon, "L'atelier des Sarrazineurs", il revendique comme valeurs la laïcité, la lutte contre les inégalités, les injustices et les intolérances, et pratique "l'entraînement mental" visant à la pensée critique alliée à la pratique. Il organise entre autres des "ateliers renversant", par exemple du théâtre-forum ("jouer pour déjouer les rapports de domination"), ou encore des méthodes de lecture collective sur le thème "radicalité et principe de réalité".

Son questionnement central : comment penser et structurer son action dans la complexité ? Il propose également des espaces originaux tels

que l'orchestre des lecteurs, atelier où l'on expérimente des lectures à plusieurs voix, avec solos et arrangements sonores, ouvert aux curieux de la musicalité du langage, de l'entrelacement des voix et des textes, et des ambiances sonores. Ce sont des conventions de formation et les financements ponctuels qui permettent à l'association de vivre au jour le jour.

Une diversité d'initiatives qui reflète celle de l'éducation populaire en général, multiforme dans ses thématiques, dans ses projets comme dans ses influences. On retrouve quand même une unité dans leur projet commun d'être des lieux et des vecteurs d'émancipation populaire pour permettre de mieux prendre sa vie en main face aux dominations de toutes sortes.

Monique Douillet ■

(3) Les réflexions ne s'arrêtent pas là : "Ce que nous avons aussi, ce sont des questionnements liés à l'éducation populaire : dans quelle mesure les 'usager-e-s' qui font appel à nous peuvent-elles-ils (re)devenir actrices-teurs de l'association, dans le contexte d'une activité qui s'est professionnalisée au fil des décennies ? Quelles relations de pouvoir diverses se perpétuent au sein de nos actions et de notre organisation ? Que pouvons-nous mettre en œuvre pour les limiter dans la perspective de construire ensemble un mouvement féministe et d'éducation populaire, outil de la transformation sociale que nous voulons ?"

Bibliographie (non exhaustive)

- Benigno Cacérès, *Histoire de l'éducation populaire*, Le Seuil, 1964
- Geneviève Poujol, *L'Éducation populaire : histoires et pouvoirs*, Ouvrières, 1981
- Paulo Freire, *Pédagogie des opprimés*, La Découverte, 1982
- *Éducation populaire, le retour de l'utopie*, Politis, hors-série n° 29, février-mars 2000
- Jean Bourrieau, *L'Éducation populaire réinterrogée*, L'Harmattan, 2001
- Jean-Marie Mignon, *Une histoire de l'éducation populaire*, La Découverte, 2007
- *Éducation populaire : une actualité en question*, Agora, débats/jeunesse, septembre 2007, n° 44
- Bazin Hugues, "Les enfants non reconnus de l'éducation populaire", in *Agora débats/jeunesse*, septembre 2007, n° 44, pp. 46-61, L'Harmattan
- Franck Lepage, *L'Éducation populaire, Monsieur, ils n'en ont pas voulu...* Inculture(s) 1, éd. du Cerisier, 2007
- *De l'éducation populaire à la domestication par la "culture". Histoire d'une utopie émancipatrice*. Le Monde Diplomatique, mai 2009, n° 662, pp 4-5

- Christian Maurel, *Éducation populaire et puissance d'agir*, L'Harmattan, 2010
- Damien Cerqueus, Mikael Garnier-Lavalley (dir.), *Dix raisons d'aimer (ou pas) l'éducation populaire*, éd. de l'Atelier, 2010
- Hugues Lenoir, *Pour l'éducation populaire : 1849-2009*, éd. Libertaires, 2012
- Hugues Lenoir, *Autogestion pédagogique et éducation populaire*, éd. Libertaires, 2014
- Marc Heber-Suffrin, *L'Éducation populaire – une méthode, douze entrées pour tenir ouvertes les portes du futur*, Chronique sociale, 2014

Sur le web

- www.education-populaire.fr
- www.hugheslenoir.fr
- Groupe de Réflexion sur la Recherche en Éducation populaire, <https://grrep.wordpress.com>
- www.mondefemmes.org voir Féminisme, comment dire le juste et l'injuste. Pour une éducation populaire féministe, Hansotte, M., 2003. Une réflexion prospective pour l'éducation populaire aujourd'hui, séminaire, janvier-juin, Liège, Belgique.



► Intervention du Teatro Jornal, troupe de théâtre de l'opprimé, au Brésil. Une autre forme d'éducation populaire.

Pour une éducation populaire politique

"Une éducation populaire qui ne dérange pas le système, l'arrange" (1), aiment à dire les membres de la coopérative d'éducation populaire *La Trouvaille*. Silence les a interrogées sur le renouveau des pratiques actuelles et sur la place de l'écologie dans celles-ci.

Silence : Quand vous utilisez les termes "éducation populaire", vous désignez quoi ?

La Trouvaille (2) : On entend deux choses. D'une part, la notion d'Éducation populaire, "avec un grand E", ce sont toutes les initiatives éducatives, des jeunes et des adultes, agréées d'Éducation populaire par le ministère de la Jeunesse, des Sports, de l'Éducation populaire et de la Vie associative, et qui se déroulent hors de l'école, dans un souci de démocratisation culturelle, puis progressivement animées par une intention plus ou moins forte de rénovation des pédagogies scolaires dominantes.

La deuxième définition de l'éducation populaire, "avec un petit e", concerne tout type d'éducation visant l'émancipation de groupes dominés, par des pédagogies critiques, leur participation à la vie publique et la visée de transformation radicale de l'ordre social. Nous nous intéressons à la deuxième définition, sans perdre l'ambition de transformer les pratiques de l'Éducation populaire avec un grand E.

D'où (re) vient l'éducation populaire ? Quelle est la dynamique actuelle ?

Historiquement, Éducation populaire et émancipation ne vont pas de soi (3). L'histoire en cinq temps de ce champ (4) peut se lire comme un lent travail de domestication des organisations civiles par l'État qui,

par étapes, spécialise, rétrécit et finalement incarne leur potentiel critique.

Le premier acte de dissociation est la loi de 1884 sur la reconnaissance des syndicats, qui a d'ailleurs inspiré celle de 1901 sur les associations. Alors même que le parti politique, le syndicat, l'association, sont issus d'une même matrice historique (l'association), la loi entérine un principe de division des rôles qui assure l'étanchéité entre scène politique (aux associations politiques autorisées, la vision globale, les questions d'intérêt général, la représentation du peuple à l'assemblée) et scène professionnelle (aux syndicats, les conflits du travail).

La loi Astier de 1919 (deuxième tournant) sur l'enseignement technique approfondit le travail de segmentation en attribuant la responsabilité de l'extension des loisirs à l'Éducation populaire.

EMANCIPATION OU PACIFICATION ?

Vient ensuite le troisième tournant, à partir de 1958, par la professionnalisation du secteur (personnel spécialisé formé par l'État) et la planification d'équipements socioculturels (avec la charge de locaux), dans le cadre d'une vaste politique d'animation mais surtout de pacification de la vie sociale des quartiers pauvres. L'État reproche alors aux associations d'être trop idéologiques et pas assez techniques.

1 Phrase inspirée de Michel Tozzi, philosophe gagé dans l'université populaire de Narbonne.

2 *La Trouvaille* est l'une des structures refondées à l'issue du processus d'auto-dissolution de la SCOP Le Vivé (au 31 décembre 2014), par Annaïg Mesnil, Alexia Morvan et Katia Storai.

3 Alexia Morvan, *Pour une éducation populaire politique. À partir d'une recherche en Bretagne*, thèse de doctorat en Sciences de l'éducation, université Paris III, Saint-Denis, 2011. Téléchargeable sans les inconvénients sur le site : <http://-trouvaille.org>

4 Alexia Morvan, "Éducation populaire : un enjeu de politique", *La Revue du projet : art et culture : les sentiers de l'émancipation*, n°20, octobre 2012, pp. 14-15



L'équipe de La Trouvaille

La quatrième étape s'amorce en 1975. L'Etat, de plus en plus libéral, devient expert du découpage de l'action publique en dispositifs de traitement local à court terme des symptômes (chômage, délinquance juvénile, etc.) typiques d'une société non démocratique. Les modes de financements publics incitatifs décentralisés découpent les actions de l'éducation populaire en contrats territorialisés, sur des objectifs opérationnels. Les nouveaux animateurs sont censés concevoir des séquences d'activité pour un public donné, guidés par une "méthodologie de projet" avec de nouvelles références (médiation culturelle, insertion sociale, développement local ou durable...). On peut conclure que les espoirs d'une politique publique d'éducation populaire "où pourrait se développer l'esprit critique" ont été déçus, malgré leurs quatre ministères de tutelle (Éducation nationale, Jeunesse et Sports, Affaires culturelles, Agriculture).

Dans ces conditions, l'éducation populaire "avec un petit e" pouvait-elle être autre que clandestine ?

Depuis 1995 — ce sera le cinquième temps —, les indices d'un retour de la conflictualité sociale en France s'accompagnent d'une réappropriation de la notion d'éducation populaire (5) (y compris par le ministère de la Jeunesse et des Sports entre 1998 et 2000) (6).

L'enjeu du 21^e siècle est d'entretenir ce deuxième pôle, plus restrictif dans sa définition mais plus ouvert du point de vue de ses protagonistes (au-delà des acteurs officiels agréés). Pour nous, reprendre le maquis de l'éducation populaire "avec un petit e", c'est se ressaisir de la question de l'émancipation en identifiant sans cesse les figures renouvelées de la domination ainsi que les "déjà-là" (7) émancipateurs à étendre. C'est le travail d'enquête que nous avons entrepris, en tant que collectif d'éducation populaire, avec *La Trouvaille*, au sujet des pratiques managériales dans l'organisation du travail (8), ou que des

éducatrices populaires de *La Grenaille* ont mené pendant plus d'un an et demi sur la question des rapports de domination sexistes (9) qui traversaient leurs coopératives.

La repolitisation de l'éducation populaire passe par une approche matérialiste pour refaire conflit sur des choses déterminantes...

Quelles articulations y a-t-il entre les questions écologiques et les actions d'éducation populaire ?

C'est notamment là que le "détour" historique est précieux. Historiciser permet de se rendre compte de ce dont nous héritons, de façon déterminante, c'est-à-dire l'Éducation populaire "grand E". Il n'est alors pas surprenant que les pratiques majoritaires dans ses institutions (et dans de nombreuses associations d'éducation à l'environnement) — et nous ne parlons pas des bénévoles et des travailleur.se.s qui y œuvrent, souvent avec des désirs plus radicaux — misent sur le changement de mentalités et de comportements. Héritière d'un postulat, plus ou moins conscient, de "l'incompétence populaire" (10), moralisant ou paternaliste, cette Éducation populaire-là collabore au travail d'aliénation de l'esprit critique quand il s'agit, pour citer un exemple édifiant et fréquent, de "sensibiliser aux éco-gestes", tout en laissant de côté le décryptage des rapports sociaux de production à l'origine des conséquences environnementales (et humaines) désastreuses.

UN TRAVAIL IDÉOLOGIQUE POUR MASQUER LES CAUSES ET CULPABILISER LES DOMINÉS

C'est un travail idéologique, certes camouflé derrière de belles valeurs citoyennistes et "solidaristes", qui rend invisibles les causes et les acteurs du saccage écologique — pour rester dans le champ environnemental — et culpabilisent en

(5) Politis, "Éducation populaire, le retour de l'utopie", hors-série n° 29, février-mars 2000 ; Frédéric Chateignier, "L'éducation populaire, combien de citations ?" dans *Agora débats/jeunesse*, n° 44, 2007, INJEP, pp. 62-72.

(6) Le ministère a ensuite mis fin à cette démarche de redéfinition de l'Éducation populaire.

(7) Au sens où l'utilise le sociologue économiste Bernard Friot, ainsi que le *Réseau Salariat*, autour de l'enjeu d'un salaire à vie, voir www.reseausalariat.info

(8) Annaïg Mesnil, Alexia Morvan, Katia Storaï (coordination), "Débrayage en cours... Analyses et résistances contre la colonisation managériale", *La Trouvaille*, 2015.

(9) Collectif de femmes du réseau d'éducation populaire La Grenaille, brochure "Éducation populaire et féminisme — Récit et analyses d'un combat (trop) ordinaire", 2015.

(10) Jean-Pierre Nossent, "A propos de l'Éducation populaire. Le peuple serait-il devenu impopulaire et l'éducation populaire ringarde ?", *Analyse de l'IHOES*, n° 18, 25 septembre 2007 [en ligne sur le site www.ihoes.be]. Voir aussi l'article de Jean-Pierre Nossent, "Revenir aux sources de l'éducation populaire", *Politique*, n° 51, 2007, p. 11, disponible sur www.politique.eu.org



➤ "Ceci n'est pas un jeune" est un festival par et pour les jeunes, qui s'inscrit dans l'espace public bruxellois.

Projet porté par un collectif qui vise à promouvoir la place des jeunes des quartiers bruxellois en diffusant leurs créations: vidéo, théâtre, chant, danse, graff, photos...

premier lieu ceux qui en subissent le plus les conséquences, les plus dominé.e.s. D'une part on n'enjoint pas les riches à vider leur piscine ou à ne plus prendre l'avion, mais surtout, on ne dit rien, à titre d'exemple, des enjeux autour de la privatisation de l'énergie (et donc de sa gestion à des fins lucratives).

Pour nous, ne pas tomber dans ce panneau, c'est proposer à l'écologie tout comme à l'éducation populaire de faire de la réappropriation du politique et la maîtrise de l'économie (11) par les dominé.e.s un horizon commun, dans une approche matérialiste.

Les enjeux écologiques sont inséparables des questions politiques et sociales et de rapports de production.

C'est en ça que l'éducation populaire "petite", visant la transformation de la société, se doit d'être "radicale", au sens étymologique: s'attaquer à la racine, c'est-à-dire à ce qui détermine nos existences: l'ensemble des rapports sociaux de production (de sexe, de "race", de classe) et leur interdépendance (12).

Nous pensons que la transformation sociale passe par la modification des rapports sociaux qui déterminent les individus et leurs relations, non par l'addition des changements de comportements individuels.

"Le mode de production de la vie matérielle domine en général le développement de la vie sociale, politique et intellectuelle. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence, c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience" (13)

Cette éducation populaire maquisarde est déjà à l'œuvre dans le champ expérimental (semences paysannes, purin d'ortie...), dans les combats illégaux et légitimes, les savoirs et savoir-faire alternatifs, la réappropriation d'entreprises en coopératives, ou des terres (ici par Terres de lien, ailleurs au Chiapas, au Cameroun, etc.), les batailles syndicales, partout où il s'agit d'instruire nos révoltes et nos mobilisations collectives.

POUR UN SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION POPULAIRE AUTOGÉRÉ

"Les 'éducateurs populaires' — c'est-à-dire beaucoup de militants — sont des agitateurs de sens, des bricoleurs de rêves, des créateurs de social qui prennent à bras-le-corps des questions comme les conditions matérielles d'existence à garantir par les droits sociaux" (14).

Là, et dans une visée commune émancipatrice, se situe le renouveau d'une éducation populaire politique.

Pour ne pas reproduire indéfiniment la violence des rapports sociaux quels qu'ils soient, il nous faut écrire une politique publique d'éducation populaire qui garantira l'existence des maquisard.e.s, leurs tâtonnements et leur rôle de contre-pouvoir. Car, pour ne pas s'épuiser dans la lutte, il nous faut partager un cap révolutionnaire!

On voit bien comment les modes de financement, l'institutionnalisation et l'héritage historique pacificateur ou paternaliste déterminent les actions de l'Éducation populaire en reproduisant, dans les champs environnemental, social et politique, les rapports sociaux de domination. Nous aspirons à un service public d'éducation populaire autogéré, qui assumerait son passé et renouerait avec la tradition d'"éducation intégrale" (15) dans une démarche d'auto-socio-construction des pouvoirs et des savoirs. Cela permettrait de libérer la radicalité des milliers d'éducateur.trice.s populaires.

Des prémisses sont posées en Belgique depuis 1976 par le décret sur l'éducation permanente (16). Il s'agit de s'inspirer de l'existant et d'étendre ces conquêtes, à savoir: une politique publique qui finance de la critique sociale, par le biais de soutiens au fonctionnement d'organisations, incluant les syndicats et les mouvements sociaux, en lien avec des activités menées majoritairement avec des adultes, et en particulier si cela se fait en milieu populaire.

Annaïg Mesnil, Alexia Morvan et Katia Storai,
Coopérative La Trouvaille ■

1) Voir www.reseausalariat.info et perspectives stratégiques de La Trouvaille, dans "Débrayage en cours (...)", cit. cahier 3.

2) Voir "I comme Intersectionnalité", "4 comme Matérialisme" et "T comme Transformation sociale", dans notre *référénaire pour en découdre* sur notre site en construction).

3) Karl Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, tr. Maurice Hussen et Gilbert Badia, Editions Sociales, 72 (1859).

4) Jean-Pierre Nossent, id.

5) Gérard Chauveau, "L'école du travail dans la pensée ouvrière" (en ligne) dans *Ville École Intégration*, n° 113, juin 98, MENRT, CNDP [consulté le 6 mai 2009], disponible sur: www.cndp.fr/RevueVEI/chauveau113.htm

6) voir le décret sur internet: <https://www.pfwb.be/le-travail-du-parlement/le-et-pub/documents-parlementaires-decrets/documents/000048755>